

Etats-Unis/Présidentielle de 2020

# La sénatrice démocrate Kamala Harris candidate à la Maison Blanche

AFP  
Washington/Etats-Unis

Si elle arrive à ses fins, elle serait la première femme présidente des Etats-Unis, mais aussi la première Noire.

LA sénatrice américaine Kamala Harris a annoncé hier sa candidature à l'élection présidentielle de 2020, rejoignant le groupe croissant des prétendants démocrates souhaitant empêcher Donald Trump d'accéder à un second mandat.

"Le futur de notre pays dépend de vous et de millions d'autres personnes élevant nos voix pour défendre les valeurs américaines", a-t-elle déclaré dans une vidéo postée sur Twitter. "C'est pourquoi je suis candidate pour devenir présidente des Etats-Unis."

La sénatrice de 54 ans a choisi un jour férié aux Etats-Unis, célébrant l'anniversaire de la naissance de Martin Luther King, pour faire cette annonce – tout un symbole pour cette fille d'immigrés dont les parents ont participé au mouvement des droits civiques.

C'est "un jour très spécial pour nous tous en tant qu'Américains et je suis honorée de faire cette annonce le jour où nous commémorons" sa mémoire, a-t-elle déclaré dans l'émission "Good Morning America", une des matinales les plus regardées



Photo : AFP

La sénatrice Kamala Harris rejoint la multitude de prétendants démocrates rêvant d'empêcher Donald Trump d'accéder à un second mandat.

aux Etats-Unis. Si elle arrive à ses fins – au terme d'un long chemin semé d'embûches au cours duquel elle devra notamment remporter les primaires démocrates – elle serait la première femme présidente des Etats-Unis, mais aussi la première Noire.

Ce ne serait pas la première fois qu'elle décrocherait un titre de pionnière. Après deux mandats de procureure de San Francisco (2004-2011), elle a été élue, deux fois, procureure de Californie (2011-2017), devenant alors la première femme, mais aussi la première personne noire, à diriger les services judiciaires de l'Etat le plus peuplé du pays.

Elle a ensuite décroché son premier mandat de sénatrice le jour de la victoire de Donald Trump. En prêtant serment à Washington

en janvier 2017, elle est la première femme originaire d'Asie du Sud – sa mère est d'origine tamoule – et seulement la seconde sénatrice noire dans l'histoire américaine.

Kamala Harris est notamment connue pour ses interrogatoires serrés, au ton parfois dur, lors d'auditions sous haute tension, comme celle du candidat conservateur controversé à la Cour suprême Brett Kavanaugh en 2018.

Dans sa nouvelle biographie, "The Truths We Hold. An American Journey" ("Les vérités que nous portons, un voyage américain", sortie le 8 janvier), ses mots rassemblés donnent le ton à l'heure où l'Amérique est divisée par la présidence de Donald Trump.

Notre "économie ne fonctionne pas pour les gens qui travaillent", a déploré sur ABC celle qui souhaite défendre les classes

moyennes. "J'ai rencontré tellement de personnes qui ont deux ou trois emplois pour payer leurs factures. Personne ne devrait être obligé d'avoir plus d'un emploi."

**MULTITUDE DE CANDIDATS**• Kamala Harris a grandi à Oakland, dans la Californie progressiste des années 1960. Elle évoque volontiers son père jamaïcain, Donald, "un économiste respecté" et sa mère, arrivée d'Inde à 19 ans pour étudier, devenue "une chercheuse admirée sur le cancer".

Après la séparation de ses parents lorsqu'elle avait environ cinq ans, Kamala Harris a été élevée par sa mère avec sa sœur cadette, Maya, devenue avocate et conseillère de Hillary Clinton lors de sa campagne présidentielle en 2016.

Une enfance "heureuse", avec l'accent mis sur l'éducation, aime-t-elle à répé-

ter. "Mes parents étaient très actifs dans le mouvement des droits civiques et j'ai grandi au milieu de ce vocabulaire. Et il s'agissait de la conviction que nous sommes un pays fondé sur des idéaux nobles et que nous sommes au meilleur de nous-mêmes lorsque nous nous battons pour atteindre ces idéaux", a-t-elle déclaré sur ABC.

La sénatrice est mariée depuis août 2014 à un avocat père de deux enfants.

A 22 mois des élections présidentielles, plusieurs candidats sont déjà entrés en lice côté démocrate.

La sénatrice Elizabeth Warren, féroce critique de Donald Trump et pourfendeuse de Wall Street, avait donné le coup d'envoi avec le lancement d'un comité exploratoire fin décembre. Son annonce avait été suivie de celles de l'ancien maire de San Antonio et ex-ministre de Barack Obama, Julian Castro, de la sénatrice Kirsten Gillibrand, pilier du mouvement MeToo ou encore d'une jeune élue du Congrès américain et ex-militaire Tulsi Gabbard.

D'autres candidats sont pressentis, comme Bernie Sanders, candidat malheureux en 2016 face à Hillary Clinton, le charismatique quadragénaire texan Beto O'Rourke, le sénateur noir Cory Booker ou encore l'ancien vice-président de Barack Obama, Joe Biden, ainsi que le milliardaire Michael Bloomberg.

A travers le monde

• **Afghanistan/Attaque.** Au moins 12 morts dans un campement militaire. Une attaque multiple survenue hier au petit matin contre un campement militaire proche de Kaboul, revendiquée par les talibans, a fait au moins 12 morts, majoritairement des soldats, ont indiqué les autorités.

• **Colombie/Attentat.** La main de l'ELN. La guérilla colombienne de l'ELN a reconnu lundi être responsable de l'attentat contre l'école nationale de la police à Bogota qui a fait 20 morts et entraîné la rupture du processus de paix.

• **France / Diplomatie.** L'ambassadrice d'Italie convoquée au ministère des Affaires étrangères. L'ambassadrice d'Italie en France a été convoquée hier au ministère français des Affaires étrangères après des propos du vice-président du Conseil italien, Luigi Di Maio, accusant la France "d'appauvrir l'Afrique" et d'aggraver la crise migratoire, a indiqué une source gouvernementale à l'AFP.

• **Royaume-Uni / Diplomatie.** Brexit : May veut rediscuter avec Bruxelles.



La Première ministre britannique Theresa May a annoncé hier aux députés qu'elle allait retourner à Bruxelles repartir de la question du "filet de sécurité" censé éviter le retour d'une frontière physique entre les deux Irlande après le Brexit.

• **Syrie / Conflit.** Cinq combattants tués dans le nord-ouest.

Un convoi des forces américaines et de leurs alliés arabes et kurdes a été pris pour cible hier par un kamikaze au volant d'une voiture piégée dans le nord-est de la Syrie, faisant cinq morts et deux blessés, a rapporté une ONG. L'attaque a été revendiquée peu après par le groupe Etat islamique (EI).

• **Venezuela/Crise.** Arrestation des militaires rebelles contre Maduro.



Des militaires qui se sont rebellés hier près de Caracas contre le président vénézuélien Nicolas Maduro ont été arrêtés par les autorités, a annoncé l'armée dans un communiqué. Les insurgés avaient, dans une vidéo, appelé à ne pas reconnaître le président.

France/Enquête

# Benalla, ex-conseiller de Macron, a minima devant le Sénat

AFP  
Paris/France

ALEXANDRE Benalla, l'ex-collaborateur du président français convoqué hier devant le Sénat pour s'expliquer sur ses agissements, a refusé de répondre aux questions concernant les passeports diplomatiques dont l'usage abusif lui vaut une mise en examen.

Inculpé notamment pour "abus de confiance", M. Benalla, 27 ans, a reconnu avoir commis "un certain nombre d'erreurs", mais il a fait valoir que les questions relatives aux conditions d'attribution, de détention, et de restitution des documents "concernent l'information judiciaire en cours".

"Je ne répondrai pas à ces questions devant votre commission, j'en suis dé-

solé", a décliné l'ancien chargé de mission de l'Elysée, sûr de lui et réitérant ce refus à plusieurs reprises malgré l'insistance du président de la commission d'enquête, Philippe Bas (Les Républicains - droite) et du rapporteur Jean-Pierre Sueur (socialiste).

"Les déclarations que je peux faire devant vous sous serment peuvent être retenues contre moi par la justice ultérieurement", a-t-il justifié.

Alors qu'il a utilisé de son propre aveu "23 fois" les passeports diplomatiques qu'il était supposé avoir rendus après son licenciement l'été dernier, il a affirmé que ces déplacements à l'étranger n'avaient "aucun rapport" avec ses précédentes fonctions à l'Elysée.

Il s'était notamment trouvé au Tchad une semaine avant un voyage of-



Photo : AFP

C'est un Alexandre Benalla peu disert qui était hier face aux sénateurs de la commission d'enquête sur ses agissements.

ficiel de M. Macron dans ce pays en décembre.

M. Benalla, déjà mis en examen cet été pour des violences sur des manifestants le 1er mai, l'a été de nouveau vendredi pour utilisation abusive de passeports diplomatiques après son licenciement des services de la présidence. "Ces passeports ont été dé-

livrés normalement", a-t-il seulement lâché, alors que pour M. Bas, son silence pouvait laisser penser que la question le gênait.

M. Benalla a assuré avoir restitué les passeports diplomatiques "à la demande de la présidence de la République et du ministère des Affaires étrangères (...) dans le courant du mois

d'août 2018" mais ajouté qu'ils lui avaient "été rendus à nouveau début octobre 2018 (...) avec un certain nombre d'éléments personnels, un chéquier, une paire de clés, etc...". Avoir voyagé avec était une "connerie", a-t-il concédé.

Le directeur de cabinet d'Emmanuel Macron, Patrick Strzoda, entendu mercredi au Sénat, avait chargé M. Benalla en révélant qu'il était également en possession de deux passeports de service, soupçonnant que l'un d'eux ait été obtenu en juin 2018 via une "falsification" de documents.

A propos des passeports diplomatiques, des "passeports de service", de ses activités actuelles ou de ses déplacements en Afrique postérieurs à son licenciement, M. Benalla a le plus souvent botté en touche.